

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 19 FEVRIER 1995

N° 229

PRIX 4 FF



G
A
B
O
N

LES TRAVAILLEURS
IMMIGRES
DESIGNES COMME
BOUCS EMMISSAIRES

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Page 2
Editorial

é d i t o r i a l

Page 5
Esclavage: Quand des intellectuels réclament un monument à la mémoire des victimes.

GABON

**LES TRAVAILLEURS IMMIGRES
DESIGNES COMME
BOUCS EMISSAIRES**

Page 6
Côte d'Ivoire: Les travailleurs en lutte.

C'est par milliers que les ressortissants africains vivant et travaillant au Gabon sont contraints de quitter ce pays dans la précipitation, sous la menace de représailles des autorités gabonaises. Celles-ci avaient annoncé en septembre 1994 qu'elles allaient expulser massivement et manu-militari tout étranger sans titre de séjour. La date du 31 janvier 1995 a été annoncée comme date-buttoir pour que les "clandestins" se mettent en règle. Cet ultimatum a ensuite été reporté au 15 février.

Page 8
Mauritanie: Révolte contre la hausse des prix.

Page 9
Immigration: Des tracas-series supplémentaires.

Page 9
Il ya 50 ans, la conférence de Yalta

A l'approche de cet ultimatum, les bateaux, les pirogues et les taxi-brousse ont été pris d'assaut par des dizaines de milliers de personnes, femmes, enfants, vieillards craignant pour leur vie. Des familles entières ont dû abandonner leur maison, leur gagne-pain, emportant tout ce qui était transportable. Et dans pareils cas de nombreux policiers, douaniers et autres fonctionnaires véreux en ont profité pour racketter ces fugitifs en leur extorquant des sommes pour n'importe quel motif. Certains policiers demandaient des certificats de non gage, d'autres inventaient des papiers comme une "autorisation administrative" pour quitter le territoire, etc...

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER

Pour le PAT B.P. 42

92114 - CLICHY Cedex

Même pour ceux qui avaient réussi à prendre le bateau (qu'il fallait aussi payer très cher) le calvaire n'était pas fini car une fois au large, où aller ? Le gouvernement béninois avait refusé de faire accoster des bateaux au port de Cotonou. Seuls les ressortissants béninois avaient eu le droit de descendre au port. Les autres ont été obligés de rester à bord, entassés, affamés, fatigués. Même les malades n'ont pas eu le droit de quitter le bateau. Le ministre de l'intérieur béninois avait déclaré : "Le Bénin n'est pas un dépotoir" comme si les femmes, les hommes et les enfants se trouvant dans les bateaux valaient moins que les déchets

toxiques provenant des pays occidentaux riches pour peu qu'on lui graisse la patte, mais pas les déshérités sans le sou.

C'est ainsi que, tels des "boat-people", ces passagers indésirables ont été traînés de port en port.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement gabonais procède à des expulsions d'immigrés sans papiers. En 1978 c'étaient les béninois qui étaient expulsés. En 1981, les Camerounais et les Nigériens en 1992.

Grâce à son pétrole, le Gabon est un pays relativement riche comparé à d'autres pays africains. Et de ce fait, de nombreux Africains des pays frontaliers (Cameroun et Guinée Equatoriale) comme ceux des pays situés encore plus loin (Mali, Bénin, Sénégal, Mauritanie, Nigéria, Sao-Tomé, etc..) fuyant la misère chez eux viennent tenter leur chance au Gabon en vivant des "petits-métiers". Ils sont au nombre de 100 et 150 000 à vivre au Gabon pour une population totale d'un peu plus d'un million d'habitants.

Depuis quelques années le gouvernement gabonais avait instauré un système de carte de séjour pour les étrangers. Le prix de cette carte est de 650 000 francs CFA pour les Ouest-africains, 173.000 F CFA pour les Camerounais, et 400 000 CFA pour les Ghanéens. Mais ce n'est pas tout car en plus du prix exorbitant de la carte de séjour, ils doivent payer 2 000f CFA par jour en fonction du temps qu'ils ont vécu "illégalement" depuis leur entrée dans le pays. Plus de 700 000F CFA pour ceux qui ont vécu ainsi pendant un an ! On exige aussi qu'ils versent une caution de rapatriement de 300 à 400 000 F CFA. Mais comment payer une telle somme quand on a qu'un petit revenu à peine suffisant pour nourrir sa famille?

De nombreuses entreprises profitent de cette situation de précarité pour les employer

frauduleusement avec un salaire de misère pour les travaux les plus pénibles.

C'est pour cette raison que de nombreux ressortissants étrangers sans titre de séjour sont obligés de braver tous les jours les contrôles policiers. Il revient encore moins cher de soudoyer un policier lors d'un contrôle plutôt que de payer sa carte de séjour. Et il



Libreville : contrôle de papiers

arrive parfois que des clandestins soient embarqués et entassés comme des bêtes dans de minuscules cellules de Libreville où ils étouffent littéralement. C'est ainsi qu'on apprenait comme un vulgaire fait divers que 67 clandestins ont péri de cette manière en février dernier dans une prison de Libreville.

Avec la crise, le chômage s'est aggravé au Gabon. Le FMI et les différents bailleurs de fonds réclament la diminution des effectifs dans la fonction publique et dans les entreprises d'Etat. Et le gouvernement, pour détourner la colère de la population gabonaise dont le pouvoir d'achat s'est trouvé encore plus réduit par la dévaluation du franc CFA n'a pas hésité à utiliser la politique xénophobe à l'égard des Africains immigrés en les désignant comme des

boucs émissaires.

C'est ainsi que le Général Ngari qui est en même temps le ministre de la défense et de l'immigration déclarait que les "sans-papiers" sont "dangereux" car selon lui, ils sont responsables de "la violence criminelle qui commence à prendre des proportions inquiétantes" au Gabon. Le premier ministre renchérisait en déclarant que les Etrangers venaient au Gabon pour piquer le travail des Gabonais. "Tout le système de transport de taxi gabonais est aux mains des Etrangers, trouvez-vous cela normal?", disait-il. Ces paroles démagogiques appelant la population gabonaise victime de la crise à s'en prendre aux étrangers ont été saisies au bond par un certain nombre de petites gens qui commençaient à menacer les sans-papiers tout comme ceux qui étaient en règle. Des tracts ont même commencé à circuler à Libreville, annonçant que "tout étranger vivant dans les quartiers populaires et étant en situation irrégulière sera tué et brûlé".

C'est ainsi que milliers de personnes (y compris ceux qui sont en règle) ont dû quitter Libreville dans la précipitation et la panique en payant très cher le droit de monter dans les bateaux de marchandise qui à destination de Cotonou, qui pour Lagos ou Abidjan pour tenter de rejoindre leur pays d'origine.

La plupart des dirigeants africains, dictateurs eux aussi comme Bongo, n'ont même pas élevé la voix par "amitié" ou par solidarité avec Bongo qui est un de leur "vétérans". Et ce n'est pas étonnant car même si certains comme Alpha Konaré ont osé dire que le gouvernement gabonais avait manqué de "courtoisie" à l'égard des

immigrés sans papier, tous méprisent et oppriment leur propre peuple. Tous s'enrichissent en volant, pillant et rackettant les plus déshérités.

Mais cette expulsion ne résoudra aucun problème des masses pauvres gabonaises. Au Gabon comme ailleurs, les difficultés que connaissent les populations pauvres sont les conséquences du capitalisme, de ce système qu'impose aux pays africains la bourgeoisie impérialiste à travers ses valets locaux. C'est ce système injuste qui veut que les richesses qui sont le fruit du travail des masses pauvres soient confisquées par une minorité de riches parasites, qui est à l'origine de la misère, des maladies, de la criminalité, mais aussi du fait que des millions de personnes sont obligées de quitter leurs pays pour aller survivre ailleurs. Finalement c'est dans tous les pays africains que les pauvres, qu'ils soient nationaux ou pas n'ont de place nulle part dans la société.

Cette expulsion massive illustre une fois de plus que même chez eux, sur le continent africain les déshérités sont des "étrangers" indésirables parce que pauvres. On les opposera les uns aux autres pour qu'entre-temps les parasites qui détiennent le pouvoir et la fortune puissent continuer à s'enrichir sur leur dos qu'ils soient "étrangers" ou pas, sans-papier ou pas. Et ils ne pourront vivre dignement et librement que lorsqu'ils auront débarrassé le continent de tous ces parasites et ces exploitateurs et avec eux les frontières et les Etats qui les maintiennent dans cette situation pour perpétuer ce système inhumain qu'est le capitalisme.

ESCLAVAGE

QUAND DES INTELLECTUELS RECLAMENT UN MONUMENT A LA MEMOIRE DES VICTIMES

Le 18 février dernier, le "Comité pour la commémoration de l'abolition de l'esclavage en France métropolitaine" et l'"Organisation pour la solidarité des étudiants d'origine africaine et diaspora" (O.S.E.A) ont organisé à Paris un meeting sur "le génocide subi par le peuple noir pendant sa déportation et son maintien en esclavage". Plus de deux cents personnes assistaient à cette rencontre.

Ces deux organisations font partie de la petite bourgeoisie intellectuelle afro-antillaise qui cherche à obtenir "des réparations des Occidentaux pour les injustices commises contre les Noirs" pendant leur "déportation" et leur "maintien

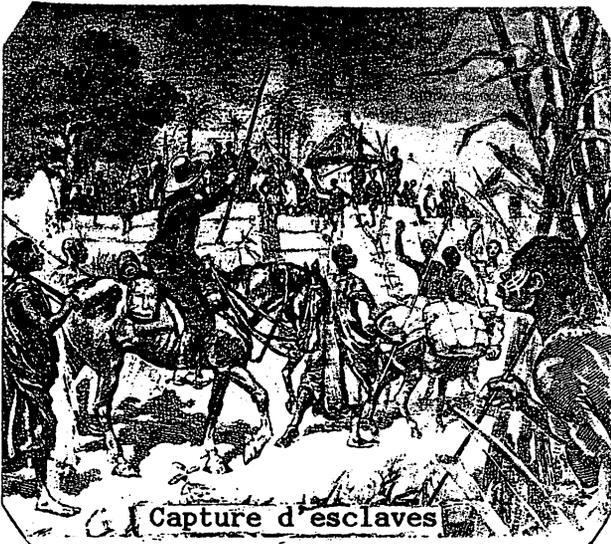
organisateur de cette conférence ont également fait circuler une pétition pour demander au gouvernement français de débaptiser une des rue de Paris qui porte le nom du Général Richepans (un des massacreurs de la révolte des esclaves à Saint-Domingue).

Certes, c'est une bonne chose que des Africains, Antillais, et Français se retrouvent pour discuter des problèmes qui leur tiennent à coeur. Ce dont on est en désaccord avec les initiateurs de cette rencontre, ce sont les buts qu'ils se sont fixés: Quémander des "réparations" morales ou financières de la part des "Occidentaux" pour faits d'esclavage.

A supposer que les partisans des "réparations" obtiennent satisfaction, en quoi cela changerait-il à la situation des masses déshéritées du continent africain comme celles qui vivent dans d'autres régions du monde et qui subissent jusqu'à nos jours l'exploitation capitaliste, c'est-à-dire du même système qui était à l'origine de la traite des esclaves?

En réalité parler de "commémoration" ou d'"indemnisations" des victimes de l'esclavage aujourd'hui pour ces petits bourgeois, c'est une manière bien commode de fermer les yeux sur les désastres du capitalisme en Afrique qui tue quotidiennement les démunis. Car aujourd'hui, c'est bien de la lutte contre le capitalisme qu'il s'agit. Il ne fait pas seulement des victimes en Afrique mais partout dans le monde, notamment aux Antilles et en Amérique.

Mais les préoccupations de ces



Capture d'esclaves

en esclavage dans les colonies". Elles poursuivent les mêmes buts que ceux du milliardaire nigérian Abiola, un des plus riches hommes d'affaires d'Afrique (il préconise des indemnisations financières pour faits d'esclavage). L'un des conférenciers au cours de ce meeting de Paris a proposé "l'institution d'une journée de commémoration annuelle de l'abolition de l'esclavage en France". Les

messieurs sont ailleurs. Ce n'est certainement pas le sort des milliers de travailleurs jetés à la rue sans ressource par la crise; des pauvres formant la majorité des populations africaines crevant à petit feu, de faim, de soif; des milliers de jeunes en Afrique mourant chaque jour de malnutrition, de maladies bénignes (diarrhée, paludisme, dysenterie, fièvre jaune, choléra).

C'est une situation révoltante quand on sait aujourd'hui que la société aurait les moyens de satisfaire les besoins alimentaires de tous les habitants de la planète si elle était organisée autrement, non pas selon la loi du profit mais en fonction des besoins de la grande majorité; c'est une situation révoltante quand on sait que certaines maladies qui font des ravages en Afrique ont longtemps presque disparu dans les pays développés comme la France, les Etats-Unis, l'Angleterre.

Alors oui, les travailleurs africains, esclaves des temps modernes, auront des comptes à demander à tous les bourgeois, Blancs comme Noirs, mais à leur

manière; c'est-à-dire en oeuvrant pour la destruction de leur système capitaliste, en prenant part à la lutte aux côtés de leurs frères de classe, les travailleurs blancs.

Si on veut en finir avec la famine, les injustices sociales en Afrique et ailleurs, il ne suffit pas de quémander des réparations qui ne gênent d'ailleurs nullement la bourgeoisie. Il s'agit d'arracher des mains de cette bourgeoisie les richesses accumulées durant des siècles d'esclavage puis de colonisation et qui continue jusqu'à nos jours sous une forme moins archaïque certes mais pas moins violente et pas moins criminelle.

Cette tâche revient au prolétariat qui est cette nouvelle classe d'esclaves modernes. C'est elle qui aura à renverser cette bourgeoisie pour instaurer une nouvelle société débarrassée une fois pour toute de toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme. C'est alors seulement qu'on pourra parler de réparation pour l'ensemble de l'humanité de tous les préjudices subis durant des siècles d'esclavage et d'exploitation.

COTE D'IVOIRE

LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Ces deux derniers mois, un certain nombre de grèves ont éclaté pour revendiquer des augmentations de salaires ou pour refuser des licenciements abusifs. Ces grèves étaient nécessaires pour obliger les patrons à améliorer les conditions de vie et de travail des ouvriers. Voici quelques-unes:

A San-Pédro, durant deux semaines, du 3 au 19 janvier, les travailleurs de la SOGB (Société des Plantations d'Hévée de Grand-Béréby) ont fait grève pour exiger, entre autres, qu'à travail égal, le salaire soit égal. En effet, des

travailleurs de la 5ème catégorie par exemple touchent des salaires allant de 100.000 à 200.000 F CFA alors que d'autres de même catégorie ne gagnent que 20.000 ou 30.000 depuis des années. Ces disparités de salaires ont amené les grévistes à demander en compensation cinq mois de salaires. Ils n'ont obtenu qu'un mois et demi. Alors, pour montrer leur détermination, ils n'ont pas hésité à séquestrer certains responsables de la SOGB et à barricader l'accès à cette société.

Dans le même temps, le 5 janvier, imitant la lutte des

travailleurs de la SOGB, ceux de la SAPH (Société Africaine des Plantations d'Hévéas) étaient aussi en grève pour revendiquer une augmentation de salaires. Leur grève a duré au moins une semaine.

A la SOGB, il a fallu que le ministre de la Fonction publique aille à San-Pédro rencontrer les grévistes pour trouver un compromis provisoire. Ceux-ci ont obtenu "la permanence et la gratuité de l'électricité, l'octroi des bottes et des paires de lunettes pour les saigneurs (d'hévéas), le déblocage des prêts immobiliers, des prêts sociaux sans majoration". En contrepartie, les grévistes ont repris le travail. Mais en ce qui concerne le principal problème, celui de la grille salariale, il était question d'en discuter plus tard. Si les grévistes n'obtiennent pas satisfaction au sujet de cette principale revendication, une nouvelle grève n'est pas à exclure. Ce sera alors la troisième grève, puisque vers la fin de décembre dernier, ils étaient obligés de faire trois jours de grève pour exiger la satisfaction de cette même revendication.

Si les travailleurs de la SOGB ont pu faire aboutir certaines de leurs revendications, sans qu'il n'y ait eu l'intervention des forces de répression, ceux des plantations de l'IDEFOR d'Irhu Lamé ont été réprimés le 17 janvier pour avoir simplement revendiqué leurs droits.

L'origine de cette grève remonte à deux ans. En effet, en 1993, les 450 travailleurs d'IDEFOR ont été abusivement licenciés pour avoir -au moyen d'une grève pacifique- revendiqué le paiement de leurs arriérés de salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. C'était une revendication tout à fait légitime, d'autant plus qu'ils ne touchaient que 412 F CFA par jour (salaire de misère toujours en vigueur d'ailleurs)! Lors de cette grève, ils avaient déjà subi une répression

brutale avant d'être licenciés et remplacés par d'autres travailleurs nouvellement recrutés.

Par le biais de leur centrale syndicale, "DIGNITE", les grévistes avaient saisi le BIT (Bureau International du Travail) qui venait de trancher en leur faveur en demandant leur réintégration. C'est ainsi que le 17 janvier dernier, ils sont retournés au travail. Mais ils allaient être agressés à la fois par les forces de l'ordre et par une partie des nouveaux travailleurs montés contre eux. Les grévistes ont été attaqués à coups de grenades lacrymogènes, frappés parfois à coups de machette, traqués jusque dans la forêt. Il y a eu officiellement neuf blessés et trois disparus. Leurs maisons ont été pillées et leurs familles dispersées.

Tout récemment, le 6 février, des travailleurs d'IFAM-CI (une société qui fabrique des articles ménagers) ont observé un arrêt de travail pour réclamer la démission du directeur administratif. Au sujet de celui-ci, l'un des grévistes a déclaré : "il fait obstacle à toutes nos doléances..."

Pour se faire entendre, les travailleurs ont donc arrêté le travail et étaient assis devant l'entrée principale de l'usine. Le directeur administratif a fait appel à la police qui les a matraqués et poursuivis à travers la zone industrielle de Yopougon. Six de leurs délégués ont été arrêtés.

Ces grèves et bien d'autres qui se sont succédées ces derniers temps, sans oublier celle de la SIR (Société Ivoirienne de Raffinage) du 3 janvier dernier montrent que bon nombre de travailleurs ne sont pas résignés, malgré la crise et les menaces de licenciement qui pèsent sur eux. Ils se battent pour défendre leur droit à l'existence. Leur combativité a dû impressionner par exemple le quotidien "Fraternité-Matin" (proche du PDCI,

parti au pouvoir) qui s'est demandé s'il n'y avait pas quelqu'un qui cherchait à déstabiliser le régime en poussant les ouvriers à se mettre en grève.

L'inquiétude des journaux comme "Fraternité-Matin" traduit dans une certaine mesure celle des dirigeants dont ils sont les porte-parole. Et c'est tant mieux! Mais cette inquiétude ne suffit pas pour que ces gens-là tiennent compte des revendications des travailleurs. Pour arracher des augmentations de salaires dont les travailleurs et leurs familles ont besoin pour vivre décemment, pour obliger les patrons à améliorer leurs conditions de vie, il faut qu'ils aient peur de perdre beaucoup de leurs richesses -s'ils n'en lâchent pas une partie.

Pour cela, il faut que les travailleurs coordonnent toutes leurs luttes -celles d'Abidjan et celles des villes de l'intérieur- en une seule lutte contre les patrons et le gouvernement à leur service. Oui, comme nous venons de le voir, le gouvernement se met systématiquement du côté des patrons. Et cela n'est pas étonnant,

parce qu'il est précisément là pour ça. Il suffit qu'un patron fasse appel à lui en levant le petit doigt, pour qu'il envoie des forces de l'ordre contre les travailleurs, chaque fois qu'ils revendiquent leurs droits. Là aussi, le gouvernement joue son rôle de défenseur des riches en réprimant les travailleurs en lutte.

C'est en unissant leurs luttes que les travailleurs pourront changer le rapport des forces en leur faveur, car c'est précisément leur nombre et leur concentration dans les entreprises et au-delà, dans les villes qui constituent le principal élément de leur force. Il est donc de l'intérêt des travailleurs que leurs grèves, leurs manifestations confluent en une action unifiée, combinant grèves, manifestations et toutes autres formes de lutte susceptibles de faire peur à la bourgeoisie. Ce qui leur a manqué, c'est une véritable direction politique pour qu'il en fût ainsi avec les récentes grèves qui ont eu lieu presque en même temps mais en ordre dispersé. L'avenir dira s'il en sera autrement avec les luttes de demain.

MAURITANIE

REVOLTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX

Il y a quelques semaines a eu lieu à Nouakchott une grande manifestation de la population pauvre contre une augmentation exorbitante du prix du pain. Elle a été décidée par le dictateur galonné Ould Taya soi-disant pour faire face à la dévaluation de l'Ouguiya, la monnaie mauritanienne.

Toutes les organisations et partis politiques d'opposition avaient appelé à des rassemblements et manifestations contre cette augmentation. Comme d'habitude, Ould taya et son gouvernement ont de suite organisé une répression contre

les manifestants sous prétexte qu'ils saccageaient des magasins. Un couvre-feu a été instauré le 23 janvier; deux dirigeants de l'opposition pourtant modérés, Ahmed Ould Daddah et Hamdi Ould Mouknass ont été appréhendés et mis en résidence surveillée.

Les dirigeants du régime prétendaient même que cette manifestation était fomentée par des intégristes mauritaniens. Cette manoeuvre n'a pas pris. Les deux leaders de l'opposition ont été finalement libérés, le couvre-feu

levé. Comme on dit en poular: "Houldé Hatata Mayd" (la peur n'évite pas la mort), les dirigeants pris de peur ont reculé.

Un jour viendra où ce régime pourri sera sûrement balayé et ses dirigeants enterrés dans le sable du désert.

IMMIGRATION DES TRACASSERIES SUPPLEMENTAIRES

On s'en souvient, il y a un an et demi Pasqua avait sorti de sa poche tout un arsenal de loi pour la "maîtrise de l'immigration" comme il le dit. Et récemment les organismes de la sécurité sociale ont reçu les décrets et circulaires d'application. Ainsi, désormais pour avoir droit au paiement des prestations de la sécurité sociale comme pour les maladies, la maternité, l'invalidité ou la vieillesse, le travailleur doit fournir la photocopie du titre de séjour et certifié conforme depuis moins de trois mois.

De même, toujours selon la loi Pasqua, sous prétexte de lutter contre la polygamie, il a interdit la délivrance de la carte de séjour à la fois à l'homme et aux femmes concernés.

Ainsi pour un travailleur dont la carte de séjour est périmée cela entraîne donc automatiquement la suspension de ses allocations. Il faut faire tout un tas de démarches pour régulariser sa situation et toucher ses allocations. C'est la

même chose pour ceux qui touchent leurs retraites. C'est une véritable escroquerie. Quand on a versé ses cotisations pendant des dizaines d'années, on peut à tout moment se voir refuser ses droits si on n'a pas les papiers en règle.

Quant aux travailleurs polygames en butte avec l'administration préfectorale, c'est un véritable drame pour leurs familles dont certaines sont installées ici depuis des dizaines d'années et dont les enfants sont nés ici en France. L'administration peut décider à tout moment d'écourter son séjour à cette partie de l'immigration. Elles se moque de la vie de la famille et des enfants qui risquent d'être brutalement séparés.

Sous prétexte de lutter contre l'immigration clandestine, on rend encore plus difficile la vie de ceux qui sont déjà légalement installés ici. C'est une manière de peser sur l'ensemble des travailleurs immigrés et de ce fait sur l'ensemble de la classe ouvrière de France.

IL Y A 50 ANS LA CONFERENCE DE YALTA

Yalta, ville située en Crimée a réuni du 4 au 11 février 1945 les dirigeants des trois grandes puissances qui étaient en train de gagner la deuxième guerre mondiale. Il s'agit de Staline, Roosevelt et Churchill respectivement dirigeant

de l'URSS, des USA et de la Grande Bretagne.

Yalta ne fut qu'une des rencontres qui ont jalonné la guerre car les trois grands se sont réunis à Téhéran en novembre 1943 et

s'uniront de nouveau en juillet 1945 à Potsdam. Mais Yalta fait davantage figure de symbole.

DE LA PEUR DE LA REVOLUTION...

Les puissances occidentales alliées voulaient que l'Europe d'après guerre ne connaisse ni les crises, ni les convulsions, ni les affrontements sociaux qu'avait pu connaître l'Europe à l'issue de la première guerre mondiale. La révolution communiste russe qui les a fait trembler durant plusieurs dizaines d'années était née de ce contexte. D'ailleurs au moment de Yalta l'Italie et la Grèce connaissent une situation de troubles sociaux.

Les dirigeants réunis à Yalta craignaient que les populations exsangues, dépossédées, décimées, affamées ne se soulèvent pour régler leur compte avec les responsables de leurs malheurs et tentent de mettre fin à cette organisation sociale criminelle qu'est le capitalisme pour instaurer une société fraternelle débarrassée de la misère, de l'exploitation et des guerres.



Churchill, Roosevelt et Staline

Tout comme la bourgeoisie impérialiste, la bureaucratie soviétique avait la crainte que cette 2ème guerre mondiale ne débouche sur une vague de révolutions prolétariennes. Son armée qui n'avait de rouge que son appellation agissait dans les pays de l'Est européens comme n'importe quelle armée d'occupation. Elle se

dépêchait de combler le vide étatique laissé par le recul de l'armée hitlérienne en mettant en place une police, une armée nationale susceptible de maintenir l'ordre sous sa protection suprême.

... A LA COLLABORATION ET AU PARTAGE DU MONDE.

Toutefois les dirigeants impérialistes se méfiaient de Staline car malgré ce dernier les peuples du monde entier avaient encore un regard de sympathie envers la Révolution Russe. Et c'est sur pièce, au moment où s'ouvrait la conférence de Yalta qu'ils ont pu apprécier la loyauté de Staline envers eux en Grèce et en Italie.

Et c'est d'un trait de crayon qu'ils ont tracé, après des tractations en coulisses, les nouvelles frontières de cette partie de l'Europe de l'Est. Les Grecs seraient sous l'influence de l'Angleterre, les Bulgares et les Roumains sous celle de l'URSS. En Yougoslavie, Tito s'était installé et ils durent composer avec lui. La Hongrie serait placée sous double influence. La question de la Pologne fut laissée en suspens pour être réglée plus tard au gré du rapport des forces.

En Asie l'armée américaine était assurée de gagner la guerre contre le Japon mais elle n'avait pas assez de troupe pour contrôler les espoirs éventuels des nombreuses populations à bout de souffrance après l'évacuation de leurs territoires par l'armée japonaise.

Pour maintenir l'ordre impérialiste dans cette partie du monde après la fin du conflit, les USA tenteront de propulser Tchang Kai Check "super gendarme" dans les anciennes colonies japonaises. Mais le régime du "généralissime" était pourri. Certes Tchang Kai Check se vit confier la reddition des troupes japonaises en déroute du Vietnam et du Laos mais sur le territoire chinois lui-même les troupes de Mao

Tsé Toug (au programme pourtant bien modéré), gagnaient déjà du terrain malgré l'hostilité des USA mais aussi de Staline.

LES IMPERIALISTES EUROPEENS
REPRENNENT PIED DANS LEURS ANCIENNES
COLONIES.

L'impérialisme américain pratiquement dépourvu de colonies était favorable à la dissolution des empires coloniaux européens car cela lui laisserait plus de facilité pour prendre pied sur les marchés asiatiques et africains.

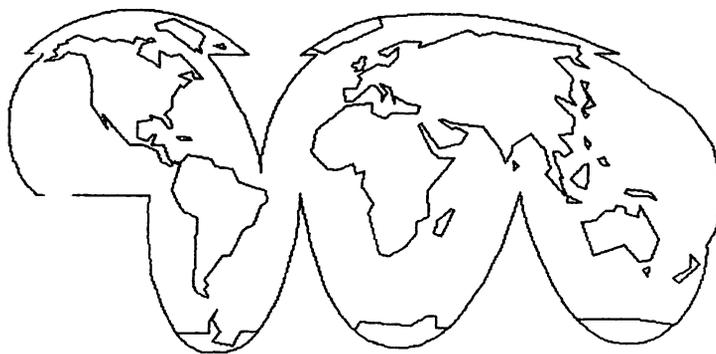
Les dirigeants américains faisaient des discours sur le "self gouvernement" mais laissèrent les mains libres aux impérialistes européens pas du tout prêts à ce genre d'orientation. Ceux-ci s'accrochèrent d'autant plus à leurs colonies qu'ils étaient faibles et

décadents. Il est vrai que durant la guerre, pour obtenir la coopération des peuples colonisés, De Gaulle avait fait quelques promesses à leur intention. Il se contentait d'évoquer un avenir où "les hommes (qui) vivent sous notre drapeau...seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires".

Mais il écartait l'indépendance. D'ailleurs quelques mois plus tard, en mai 1945 les armées françaises réprimaient sauvagement une insurrection à Sétif en Algérie. Du droit des peuples il n'en fut jamais question à part dans des déclarations de façade.

Il faudra que les peuples coloniaux livrent encore bien de combats coûteux en sang et en morts pour conquérir leur indépendance.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.